

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Quelles solutions pour sortir le pays de la dépendance alimentaire ?

TROIS jours de célébrations. Trois jours de démonstration de leur savoir-faire. Mais aussi trois jours de réflexion autour de leur impact réel au sein de la société. La Journée internationale des coopératives célébrée tous les 2 juillet a été l'occasion de formation, d'interpellations aussi. Une fois passé ce moment de douce euphorie, comment les coopératives peuvent-elles réellement jouer leur rôle dans la sécurité alimentaire ?

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

Le siège de la télévision nationale a été choisi pour abriter les activités liées à la célébration de la Journée internationale des coopératives (JIC), qui, cette année, se sont déroulées du 1er au 3 juillet. Au-delà de la partie officielle, des stands, sur l'esplanade de Gabon Télévisions, ont constitué le clou des manifestations avec des coopérateurs étalant le fruit de leur savoir-faire. Agriculteurs, naturopathes, éleveurs... étaient de sortie.

Natural Life ou la santé par les plantes est là. Brigitte Landji en est la présidente. Elle a sorti de la poudre de baobab, des graines de l'argousier, de la fève de cacao, des infusions de bissap, des graines de chia, de sésame, de citrouille. Dans son stand, on y trouve également des chips de gingembre, du beurre de Moabi. Des produits naturels que les siens et elle-même transforment de façon artisanale. Aux visiteurs, cette entrepreneuse vante une galette de sésame. "Elle équivalait à un steak haché. Les biscuits de cacao au sésame aident à stabiliser la tension", explique-t-elle aux potentiels clients. Le ministre de l'Agriculture,



Le ministre Charles Mve Ella et ses hôtes, visitant les stands lors de la JIC organisée à Gabon Télévisions.

Charles Mve Ella, en visitant les stands, s'est d'ailleurs laissé tenter par du caviar, une graine de cacao enrobée dans une datte. Mais Natural Life de Brigitte Landji fonctionne-t-elle comme une mini-entreprise, selon les notions retenues de la formation dispensée par les experts du ministère de l'Agriculture et de

Autre chose, la proposition de loi faisant obligation aux entreprises du secteur alimentaire de s'approvisionner localement à hauteur d'au moins 50 % de leurs stocks en produits agricoles naturels ou transformés va-t-elle prospérer lorsque rien n'est visible dans les champs ?

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur ce qu'est une coopérative ? Pas si sûr ! La dame indique qu'elle n'a pas encore d'agrément, et que celui-ci est en cours. Mais, elle est épaulée par quelques employés déjà. Tout à côté, la ferme Saint-Joseph, une coop, comme ils appellent dans leur jargon, qui fait dans l'élevage des porcs. Elle propose du piment en pot, des chips de banane, des salades de fruits, du bissap de canne à sucre, du riz au lait. La coopérative a même

un cocktail de vin de palme à l'ananas avec lequel il ne faut pas se laisser prendre au piège. Ici on fonctionne déjà comme une société, soutient le membre qui a pris place derrière l'étal, entouré de ses employés tous salariés. "Nous sommes même en panne de main-d'œuvre et de... financement".

La coopérative Bia Bo Mam est représentée par l'un de ses membres et une de leur marque: nutrifoods, des bouillies pour enfants et adultes. D'ailleurs les dégustations vont bon train. Bia Bo Mam semble avoir compris le concept de coopérative. "La coopérative, ce sont des coopérateurs qui se mettent ensemble pour résoudre un problème. Nous, par exemple,

sommes dans l'agroalimentaire et nous sommes mis ensemble pour proposer une solution alimentaire". Et ce n'était pas les seules coops.

L'on a ainsi pu voir que le savoir-faire existe. Qu'il pousse même jusqu'aux transformations des produits et les emballages témoignent de l'envie de bien faire. Mais la question de l'impact de ces coopératives dans les politiques de lutte contre la dépendance alimentaire du Gabon vis-à-vis de l'extérieur reste entière. Et c'est pourquoi le thème national de cette année s'est centré sur "La société coopérative: outil de création d'emplois et du mieux-être des populations". Thème choisi pour soutenir l'objectif

de développement durable numéro 8: "développement inclusif décent", a précisé le coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO, Helder Muteia. Soit!

Mais au quotidien, quelles politiques d'accompagnement des coopérateurs? Une session de formation pour qu'ils sachent ce qu'est réellement une coopérative sera-t-elle assez pour que le grand boom ait lieu?

Autre chose, la proposition de loi faisant obligation aux entreprises du secteur alimentaire de s'approvisionner localement à hauteur d'au moins 50 % de leurs stocks en produits agricoles naturels ou transformés va-t-elle prospérer lorsque rien n'est visible dans les champs ?

Et après la célébration ?

L.R.A.
Libreville/Gabon

La réflexion a donc été initiée autour du thème: "La société coopérative: outil de création d'emploi et de mieux-être des populations". Une thématique porteuse d'espoir, pense Amélie Garcia Medza Mba, présidente de la plateforme des coopératives du Gabon. Tant elle rappelle que la coopérative est une entité

économique. Mais comment les sociétés coopératives peuvent-elles être outil de création d'emplois, se demande-t-elle? Une façon de poser le problème avec les mots justes sur la réelle capacité de ces acteurs agricoles à accompagner les autorités. Lesquelles militent pour une réduction des importations agricoles de 50 % à l'horizon 2023. Vraiment (?) Sauf que 2023 c'est demain. Et au regard des autres paramètres

qui entrent en ligne de compte pour une marche vers la sécurité alimentaire – des routes, des semences de qualité, une sécurisation des zones d'exploitation, la mécanisation du secteur, la digitalisation de la chaîne, des financements adaptés... – il ne faut pas se leurrer. L'autre question pourrait donc être: après la célébration, que fait-on des résolutions et autres recommandations ?